

 02 11 2022

**Mice**

**Contribution à une stratégie locale**

Quel est l’enjeu de la question posée ? La mise en mouvement des acteurs locaux, citoyens entrepreneurs, professeurs, élus locaux, autant de décideurs que nous sommes, sur nos territoires.

Pour quoi faire ? Réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre dans le contexte de périphéries urbaines, lesquelles sont urbaines et néo-rurales.

Avec quel moteur ? A l’expérience de plusieurs milliers d’acteurs locaux, ces 15 dernières années, réduire son empreinte carbone crée du pouvoir d’achat, du bien-être, crée de l’emploi près de chez soi, réduit les inégalités et, de façon inattendue, crée une nouvelle forme de démocratie, dans l’action.

Le présent texte, centré sur ce périmètre territorial se place dans un premier chapitre du point de vue des acteurs locaux, dans une approche territoriale globale donc qui structure la proposition, puis se centre dans un deuxième chapitre sur l’efficacité énergétique-mobilités-énergies ainsi intégrées dans les problématiques des acteurs locaux.

**Chapitre 1**

**Booster l’efficacité de l’action locale**

Qu’est-ce qui génère des émissions de gaz à effet de serre sur un territoire ? Son métabolisme, entendu comme les productions et les consommations locales, les flux entrants et sortants de personnes, de marchandises, de connaissances et d’argent. Dans ce métabolisme, seules les connaissances ne sont pas directement quantifiables et traduisibles en émissions de gaz à effet de serre.

Les données publiques quantifiables ne sont jamais que celles que se donnent une collectivité pour se gouverner. Le changement climatique nous prend de vitesse, ces données n’existent pas toujours là où elles sont nécessaires. Elles existent parfois et restent inaccessibles[[1]](#footnote-1).

**Compter carbone pour agir : nous devons disposer d’un outil public pour connaître et réduire nos émissions, là où nous vivons, là où nous pouvons en décider.**

Qui génère le métabolisme des territoires, émetteur de gaz à effet de serre ? Les humains que nous sommes, acteurs locaux de ce métabolisme. Nous sommes le problème, nous sommes donc la solution. Encore faut-il passer à l’action efficacement, dans le temps qui reste avant le déclenchement des 2°C de réchauffement.

Pour agir local efficacement, force est de constater, à l’expérience de plusieurs milliers d’acteurs locaux que nous devons franchir un triple mur humain, technique et financier.

**Etalée sur une quinzaine d’années, ces expériences locales amènent au temps des solutions. La réponse apportée dans notre proposition est organisée en s’appuyant sur cet acquit.**

**La stratégie proposée, pragmatique, tient en quatre mots « Compter carbone et agir »[[2]](#footnote-2).**

1. **Compter Carbone**
2. **Un outil et une méthode pour connaître ses émissions territoriales.**

La commune est le plus petit échelon dans lequel des données publiques territoriales existent. Elle est aussi le lieu historique de communautés de citoyens. C’est à cette échelle de territoire que nous devons donc connaître nos émissions, facilement, gratuitement.

Avec mon expérience de directeur de la stratégie et du développement Île-de-France, côté ministère, j’ai donc construit un tableur carbone à la commune, outil de l’association Agirlocal, désormais.

Il permet de territorialiser, de la commune à la région, les données de l’empreinte carbone nationales, données territoriales plus celles de la balance carbone des importations et exportations donc ; gratuitement, en moins d’une heure.

Cette évaluation globale et sectorielle est suffisante pour sélectionner à la commune les projets les plus efficaces et écarter les projets de décoration écologique.

Ainsi, pour comparer des projets entre eux et choisir d’abord les plus efficaces, les plus faciles, les moins chers et ce, au vu des moyens humains et financiers sur un territoire donné, il est possible d’évaluer leur efficacité locale en % de réduction de l’empreinte locale. Le dénominateur est fourni par le tableur, le projet, au numérateur, est forcément calculé par le porteur de projet.

Avec l’utilisation de l’indicateur KgCO2e réduits à l’euro investi ou dépensé, ces évaluations ainsi outillées contribuent alors à créer un consensus local sur le choix des solutions à privilégier.

Ce qui favorise la constitution de communautés de projets dans un projet de territoire global. Ce dernier point est clé vu d’une autorité locale déterminée à faire sa part en responsabilité, non seulement en travaillant ses activités propres mais aussi en dynamisant les actions locales, tous acteurs et secteurs d’émissions confondus.

Néanmoins, au vu de 15 ans d’expériences locales, il n’existe pas de périmètre idéal pour les projets efficaces : ceux des efficacités énergétiques ne sont pas ceux des productions d’énergies renouvelable ni des mobilités ; les affinités de coïncident pas non plus avec les périmètres administratifs.

Additionnable à l’intercommunalité, le département, la région, l’outil s’adapte aux différentes configurations : les acteurs des territoires communaux peuvent se rassembler au-delà des périmètres administratifs : une partie de telle intercommunalité avec telle autre ; un Parc naturel régional à cheval sur deux départements…

Ce qui permet aux citoyens, entreprises et élus locaux de s’investir dans une grande variété de configurations territoriales, en bouclant toujours sur les émissions nationales.

**L’intérêt de ce premier outil est de permettre de « Penser local pour agir global », ce qui pose un cadre et une perspective locale pragmatique pour atteindre les objectifs nationaux et européens.**

**Cet outil a une autre caractéristique : il peut facilement être reproduit à l’échelle européenne.**

 En effet il peut être reproduit en tout ou partie si chaque pays dispose non seulement de son empreinte territoriale nationale par secteurs d’émissions mais aussi de sa balance carbone importations-exportations ; avec 3 données a priori classiques : la population, l’emploi et le revenu médian des résidents des communes.

**Sur ce volet clé notre proposition consiste à tester la faisabilité de cette reproduction européenne du tableur carbone à la commune sur un territoire démonstrateur par pays du consortium, de la commune à la région donc.**

Les trois secteurs d’émissions de la proposition sont alors couverts : efficacité énergétique, mobilités et énergies renouvelables, le tout dans une empreinte locale globale.

Les choix des collectivités territoriales ainsi posés dans leur cadre global, il est nécessaire de faire un zoom sur les données directement opérationnelles et motivantes pour la constitution de « communautés d’énergies renouvelables ».

1. **L’identification de données directement opérationnelles, motivantes et leur accès :**

Une démarche a été développée en Île-de-France par une direction régionale (alors nommée de l’équipement et de l’aménagement) du ministère en charge de l’écologie sous la dénomination @d aménagement durable. Visant à mettre en mouvement les acteurs locaux, elle a été validée par l’association des maires Île-de-France, puis généralisée à l’AFNOR, l’organisme de normalisation français.

Elle est issue de la transposition aux territoires de la démarche des grandes entreprises : enjeux/stratégie/lignes d’actions/indicateurs de résultat. Le maire y tient la place du PDG mais la démarche tient compte du fait qu’il n’a pas autorité hiérarchique sur les acteurs locaux, hors son administration. Son cœur se présente sous la forme d’un double tableau de bord territoire-projet.

* Les enjeux sont ceux identifiés lors de la démarche nationale dite Grenelle de l’environnement.
* La stratégie « compter carbone et agir », les lignes d’action et indicateurs, en nombre raisonnés pour être accessibles au plus grand nombre, ont été élaborés par plusieurs dizaines de techniciens se concertant avec des centaines d’acteurs locaux, élus, entrepreneurs, associations, citoyens, et ce durant un an.

La généralisation à la France a été ultérieurement conduite par 80 acteurs locaux durant un an.

Deux indicateurs sont directement opérationnels pour la présente proposition : les kWhep/m2 des bâtiments et le pourcentage de circulations douces et en transport en commun domicile-travail, sur le total des déplacements. :

Le premier a amené à construire deux solutions en Île-de-France,

* Le chauffage urbain aux énergies renouvelables et de récupération dans une communauté dite de la gouvernance à 5 : Etat, élus locaux, entreprises, syndicats et associations. Lancée depuis 2 directions Île-de-France du ministère (aujourd’hui réunies). Co-présidée par le Préfet de Région et le Président de Région, cette solution a été portée au national par le ministère. Le gisement est de 4% de réduction de l’empreinte carbone nationale si elle est généralisée.
* La rénovation énergétique du Valmoutier, opération d’efficacité énergétique lancée depuis la direction régionale et menée par un groupe de propriétaires (deux douzaines au départ, une douzaine au bout compte-tenu des obstacles rencontrés), avec la communauté d’agglomération de Cergy-Pontoise. Le gisement est d’un peu moins de 2% de réduction.

Le second a conduit à la construction… d’un projet Tiers-lieux sur les gares, développé depuis la SNCF, avec la création d’un club d’entreprise utilisatrice. Il illustre le fait que le meilleur besoin est celui que n’on n’a pas à satisfaire. Un premier développement grandeur nature a été réalisé à Brunoy (Essonnes). Le Covid s’est chargé de faire connaître ce type de solutions. Son potentiel est de l’ordre de 1% de réduction.

Deux autres indicateurs sont clés pour les autorités locales : les émissions de CO2e/population plus emploi et les émissions de CO2 générées pour décarboner le métabolisme des territoires.

* Le premier est fourni par le tableur carbone à la commune, avec l’espace d’engagement de ces autorités qu’il ouvre par la question : en quoi ma commune est différente de la moyenne nationale ?
* Les données nécessaires de l’autre sont directement dans leurs mains mais doivent être traduites en émissions de CO2e, voir le paragraphe ci-après.

Les données de base identifiées, à rendre facilement accessibles (ou calculables pour le dernier) au plan communal sont alors les suivantes :

* KWh final/ m2 de bâtiments /an, kWh-énergie primaire/ m2 de bâtiments /an et par sources d’énergies utilisées, émissions de CO2e associées.
* Distances et modes de déplacements domicile-travail et autres motifs (en semaine et en week-end ou vacances), par type de véhicule, aviation incluse et émissions associées
* Emissions de CO2e du territoire communal, en responsabilité, donc territoriales et balance carbone, et division par population plus emploi.
* Calcul des émissions de CO2e par projet d’aménagement territorial et de son cout global

**L’accès à ces données est dépendant des systèmes d’informations existants dans chaque pays et de la possibilité d’y accéder.**

* Le développement de la solution Chauffage urbain aux énergies renouvelables et de récupération citée ci-avant a fait la démonstration, moyennant 18 mois de négociations, adossées au ministère, que cet accès à des données considérées comme secret commercial pouvaient devenir publiques ; et même que leurs détenteurs pouvaient devenir des acteurs privés actifs de la mise en oeuvre de la solution ainsi construite.
* Le présent appel européen devrait faciliter l’accès à certaines données sans passer par des délais incompatibles avec le temps qui reste pour écarter la menace climatique.

**Sur ce volet clé, notre proposition consiste à tester l’accès à ces données sur un territoire démonstrateur par pays du consortium. Si elles n’existent pas ou sont cachées, de proposer une alternative.**

**La facilitation du calcul du dernier fait l’objet de notre proposition de formation.**

Ceci supposé fait, la plupart des autorités locales ne sont pour pas pour autant outillées pour évaluer les gisements locaux de réduction des émissions.

1. **Une méthode et des exemples pour évaluer les gisements de réduction des émissions : formation dans l’action.**

Peu de personnes savent compter carbone aussi facilement qu’elles comptent en euros. Cela demande pourtant une « base de données » personnelle beaucoup moins importante que celle qui consiste à connaître le prix de centaines de produits et services en relation avec son budget.

De la maison à la région, la connaissance des gisements de réduction des émissions, plus ou moins approximative et du type de solutions que l’on peut mettre en œuvre pour les réduire effectivement sont pourtant deux facteurs clé de mise en mouvement, de prise de décision des acteurs locaux, seuls et ensemble.

L’intérêt du tableur carbone à la commune est de situer les ordres de grandeur mais aussi de fournir aux acteurs locaux un espace d’engagement : en quoi ma commune est différente de la moyenne nationale, avec quels projets inexploités, réalisés ou en cours, à conduire ou conduits par qui ?

L’intérêt pour des acteurs locaux d’avoir accès à des solutions menées à bien par d’autres acteurs locaux est triple :

* Ils évitent de refaire les mêmes erreurs et perdre du temps en repartant de zéro à chaque fois,
* Ils ont la certitude que la solution a été acceptée et donc acceptable.
* Ils disposent d’une évaluation territoriale du gisement de réduction d’émissions de la solution et donc d’un modèle de calcul pour leurs besoins propres.

C’est tout l’intérêt du double volet éducation populaire-formation de notre proposition que d’en permettre la prise en main. Afin de rester pragmatique et directement opérationnelle, le support de formation sera monté en situation, à partir d’études de cas,

* En s’appuyant sur l’engagement que permet l’outil tableur carbone et des solutions abouties comme celles recueillies, évaluées et partagées par Agirlocal sur le site www.agirlocal.org
* En reprenant les packages proposés pour en simuler la mise en œuvre.
* En mesurant systématiquement l’impact des solutions sur un territoire donné et au national si elle est généralisée.
* En constituant progressivement un couple gisements-solutions par type de champs d’action locale identifié[[3]](#footnote-3).
* En organisant des partages de retours d’expériences de sites pilotes.

Ceci supposé fait, à l’expérience locale, les outils et quelques solutions ne suffisent pas, les autorités locales ont besoin de solutions mises en forme de projets, adaptables à leur contexte et reproductibles portées par une ingénierie publique tiers de confiance et/ou des entreprises privées.

1. **Agir : le temps des solutions.**
2. **Un triple mur humain, technique et financier**

De fait,la plupart des communes, des intercommunalités et des acteurs locaux sont au pied d’un triple mur, humain, technique et financier, pour écarter la menace climatique là où ils vivent, là où ils peuvent en décider.

1. ***Humain***

Monter un projet demande un chef de projet aux connaissances nouvelles, et une coopération multi-acteurs, inhabituelle.

Pour le chef de projet :

* Comptage carbone, mise en relation unités d’énergies et CO2e, approches carbones par ordre de grandeur, psychologie et mode de fonctionnement d’acteurs locaux le plus souvent démunis,
* Travail sur des champs nouveaux, là où se trouvent la plupart des gisements de réduction : hors silos, hors hiérarchies pyramidales, en coopération multi-acteurs, avec des capacités de communication et de pédagogie dans l’action.
1. ***Technique***

Pour les acteurs locaux, le partage de projet demande de faire monter en compétence technique des acteurs inégalement sachants,

* Ils le font volontiers à l’expérience de projets menés à bien.
* Leur donner les outils de leur prise de décision est clé : technique, coût, délais, financements pour les projets à mener en compte propre dans une démarche d’ensemble (comme REV) ; pour d’autres, à mener ensemble : analyse locale des enjeux, acceptabilité, mises en relation, éducation populaire-formation et implication (comme la Cantine de Chadi).
1. ***Financier***

Il n’est pas nécessaire de décrire ici les déséquilibres multiples des crises qui nous assaillent, les incertitudes, les insécurités et la montée des extrêmes qui en résultent, ni leur croissance annoncée par les scientifiques.

Leur traduction locale se termine dans la mise au deuxième plan de l’urgence climatique lors des arbitrages (on est débordés), dans l’inaction lors de la prise de décision sur tel ou tel projet (on n’a pas les moyens financiers), dans le confort tout relatif du déni (l’humanité a toujours su s’adapter).

L’argument d’un financement possible reste néanmoins le premier levier pour contrer cette situation. C’est tout le jeu des pouvoirs publics de la commune à l’Europe avec les conflits de vision et de décisions de financements qui en résultent.

Pour autant, la plupart des solutions ont un retour sur investissement. Sauf que le temps de retour est long, trop long pour les ménages âgés ou conduit à un endettement inacceptable, chez les jeunes ménages, les entrepreneurs, les communes. Le taux d’intérêt est la variable clé. Ce qui conduit soit au tiers financeur, soit au financement à taux zéro des projets de réduction efficace des émissions de CO2e, institutionnalisé ou les deux ; Cf ci-après.

Face à ce triple mur, il est nécessaire de trouver un chemin pragmatique.

1. **Un besoin de recueillir, évaluer et partager des solutions locales efficaces, de la maison à la région et de faciliter leur adaptation-reproduction.**

A défaut d’une solution miracle, la mise en mouvement des acteurs locaux fait entrer dans l’objectif de réduction massive des gaz à effet de serre les décisions de centaines de millions d’entre-eux. Ce qui est une condition incontournable, s’agissant d’un changement des modes de vie qui ne saurait être imposé par le haut. Cette mise en mouvement est d’autant plus efficace qu’elle est articulée avec les niveaux nationaux, européens et internationaux.

1. ***Un recueil outillé de solutions efficaces, de la maison à la région***

Il se trouve que des acteurs locaux ont réussi un peu partout à franchir ce triple mur sur tel ou tel projet, de la maison à la région. Et trouver donc des solutions abouties mais sont invisibles ou noyées sous un déluge d’informations éphémères.

Agirlocal a donc décidé de recueillir, évaluer et partager ces solutions locales efficaces, menées à bien par d’autres acteurs locaux, qu’elles soient invisibles ou partagées par une minorité d’acteurs.

Le partage est clé : au niveau communal, il est non seulement difficile de s’y retrouver dans les milliers de solutions affichées sur les sites institutionnels ou privés (1000 solutions pour…) mais que de surcroit les estimations d’efficacité ne sont pas ou peu présentes. L’anecdotique y côtoie l’efficace et le très efficace.

Ce qui a conduit d’abord à clarifier les champs d’action locale : nourriture-agriculture/ déplacements/bâtiments/ énergies pour les secteurs qui peuvent massivement réduire leurs émissions par des actions et projets locaux ; biodiversité qui stocke moins mais est surtout notre assurance-vie et éducation populaire-formation sans laquelle rien ne peut être fait de nouveau au plan local.

Et à établir une double règle d’efficacité pour le recueil de solutions : 1% de réduction de l’empreinte carbone locale si la solution est généralisée localement, 1% de réduction de l’empreinte carbone nationale si la solution est généralisée à ce niveau.

Tout en conservant dans les champs biodiversité et éducation populaire-formation d’autres critères : l’efficacité sur la richesse des milieux pour le premier et la formation dans l’action pour le second.

Mais également à viser un nombre de solutions raisonné pour partager les plus efficaces dans chaque champ, en l’occurrence une cinquantaine. Ce qui reste lisible en intégralité avec une note d’une vingtaine de lignes par solution (au coin du feu ou au soleil).

18 mois après sa création, Agirlocal a recueilli une trentaine de solutions dont 9 permettraient de réduire de 20 % l’empreinte carbone française si elles étaient généralisées. Cette liste et le contenu des solutions ont vocation à être évolutifs.

1. ***Une mise en forme facilitant leur adaptation-reproduction sur les territoires***

Un financement par la Banque des Territoires a permis d’accélérer une mise en forme facilitant l’adaptation-reproduction d’une dizaine d’entre-elles :

A l’intention du décideur en manque de temps, la première page de chacune de ces 10 notes « Adapter-Reproduire » présente un résumé de la solution en quelques lignes et au verso pourquoi il y a intérêt local à la reproduire.

A l’intention des porteurs potentiels, les pages suivantes sont rédigées pour donner une visibilité et préparer le lancement de la reproduction méthodique. Elles décrivent son montage et ses péripéties puis répond à : par où commencer, avec qui, quels moyens et quels documents clés, associés.

Ce paquet de solutions mises en forme « Adapter-Reproduire » est complété par une note d’ensemble pour conjuguer localement les actions promises dans le mandat électoral avec ces solutions locales efficaces venues d’ailleurs.

Agirlocal procède avec ses moyens à l’écriture de la note « Adapter-Reproduire » de la Cantine de Chadi. Son cuisinier a décidé de faire une cuisine gouteuse, saine, locale, éthique, bio et depuis qu’il a rencontré Agirlocal, bas carbone. Pour mesurer l’intérêt de la démarche, sur suggestion d’Agirlocal ce cuisinier a construit un tableur pour cuisinier professionnel permettant de calculer l’empreinte carbone des menus, en 10 minutes. Ce tableur, encore à finaliser, sera partagé sur le site [www.agirlocal.org](http://www.agirlocal.org/)

1. ***Cergy-Pontoise, un territoire démonstrateur***

Au moment du présent appel européen et à la demande du maire de Jouy le Moutier, (Vice-président aménagement durable de Cergy-Pontoise et président de la SPL Cergy-Pontoise aménagement) et participant à cette réponse, Agirlocal a élaboré une proposition pour amorcer la conjugaison territoire d’ici- solutions venues d’ailleurs. L’idée, élargie aux communes voisines membres d’Agirlocal, est d’amorcer une dynamique locale avec peu de moyens au départ, à partir de sujets qui motivent les acteurs locaux et d’engranger progressivement des communautés de projet.

La proposition compte d’une part un projet d’éducation populaire-formation « compter carbone », construite avec les deux éco-lycées mobilisables et d’autre part l’adaptation-reproduction d’une solution, la cantine de Chadi, le tout dans le cadre d’une étude action visant à transposer une solution développée à La Rochelle, la coopérative carbone, adossée au label bas carbone national et aux certificats d’énergie[[4]](#footnote-4).

**La présente réponse serait donc un deuxième volet de cette conjugaison territoire-solutions abouties. Elle a le mérite de dynamiser les actions en cours d’Energie Sprong, projet européen, mais aussi d’ouvrir un champ d’action au développement du photovoltaïque sur une zone d’activité de 25 000 emplois, un temps la plus grande d’Europe.**

L’ensemble de cette démarche a fait dire à la maire de Vauréal, membre fondateur d’Agirlocal, lors d’un jury : « si quelqu’un qui n’a pas participé à nos travaux nous entendait, il se demanderait bien de quoi on parle ». Ce qui pointe la question de l’attrait des solutions et des institutions qui les portent, de leur désirabilité.

1. **Désirables**

La présente section n’est pas une proposition du consortium mais une demande d’Agirlocal adressée à l’Europe par destination et aux pouvoirs publics nationaux par cohérence de propos.

Nous sommes pris de vitesse par le changement climatique : dans nos façons de vivre, nos connaissances, nos métiers, nos institutions, nos politiques, nos cultures. Ce qui nous force à trouver des raccourcis, à combler directement et pragmatiquement les manques, ce qui veut dire répondre aux besoins ressentis tout en réglant des problèmes pendants, à chaque niveau de territoire.

Qu’est-ce qu’une collectivité désirable ? une solution désirable ? L’Europe et des états désirables ?

Les propositions ci-après pointent des manques à combler pragmatiquement.

1. **Comment rendre les actions des collectivités locales désirables ?**
2. ***Construction d’une vision locale partagée***

Une vision locale partagée ne peut se construire que progressivement, dans l’action.

Un signal peut être lancé par une déclaration de l’urgence climatique. Il touche les citoyens mais aussi les autres collectivités territoriales.

Une mise en œuvre démonstrative peut se faire par la mise au premier rang de l’adjoint au maire en charge de la transition en charge de ces développements, avec autorité en second sur l’administration communale (quand il y en a une).

Ainsi que la création si ce n’est pas le cas d’un conseil du développement durable. C’est un moyen d’organiser une dynamique avec les forces vives locales, mises en relation.

Un diagnostic territorial mettant en regard les émissions carbone et les programmes en cours a pour objet d’ajuster à temps la trajectoire vers un territoire zéro carbone. D’autant que tout n’est pas couteux financièrement ; un diagnostic territorial à mener avec les forces vives.

Un numéro spécial du journal communal peut y être dédié, accompagné des gisements de réduction identifiés, de l’intérêt local de les exploiter et de leur impact national s’ils sont généralisés.

Un engagement du type de celui lancé sur Cergy-Pontoise « compter carbone et cantine de Chadi » marque alors la réalité de l’engagement.

L’ouverture sur des communautés de projet permet de répartir les tâches. Chaque commune peut contribuer dans la mesure de ses moyens à une ingénierie publique tiers de confiances. Cf §3 ci-après

1. ***Adaptation-reproduction de solutions faites par d’autres acteurs locaux***

Le contexte propre à chaque territoire demande adaptation de la solution à son métabolisme et ses acteurs. Avec l’outillage et les solutions proposées la collectivité territoriale est armée pour faire cette adaptation, monter des projets dans une communauté de projets dans laquelle elle est tantôt chef de projet tantôt membre de l’équipe projet mais toujours partie prenante co-responsable de sa bonne fin.

La note « compter carbone et cantine de Chadi » détaille un mode d’organisation dans une collectivité territoriale où la transition ainsi conçue ne fait pas l’unanimité.

1. ***Une communication sur les outils et les solutions désirables :***

Reste comme dans tout projet et en particulier de territoire ainsi constitué, à communiquer dès le lancement de ce qui va devenir le projet fédérateur du territoire.

Cette communication est essentielle pour rendre les citoyens, entrepreneurs, professeurs et élus locaux partie prenante de leur devenir dans le plaisir de vivre.

1. **Comment rendre les solutions désirables aux yeux des acteurs locaux ?**
2. ***Attractives***
* Convaincre est le seul moyen de déclencher des décisions autonomes d’acteurs locaux attachés à leurs libertés. Répondre en particulier à l’angoisse climatique par des solutions concrètes qui ont fait leurs preuves est un moyen fondamental. La sortie est prise en main, collectivement et d’abord par nos élus en charge de nos biens communs. Poser le cadre, les outils et le type de solutions est un premier levier, adossé à l’envie d’une partie des acteurs locaux de jouer collectif comme dans les sports d’équipes.
* Cette prise en main a un moteur multi-attirant : à l’expérience de plusieurs milliers d’acteurs locaux, ces 15 dernières années, réduire son empreinte carbone crée du pouvoir d’achat, du bien-être, crée de l’emploi près de chez soi, réduit les inégalités et, de façon inattendue, crée une nouvelle forme de démocratie, dans l’action. Ce qui demande d’être dit et répété.
* Chaque solution est une porte d’entrée dans cette communauté d’acteurs locaux : de la nourriture-agriculture à l’énergie en passant par nos déplacements, nos bâtiments, la biodiversité et cette proposition d’éducation populaire-formation dans l’action, éclairante, émancipatrice, rassurante.
1. ***Reproductibles,***
* Venues d’ailleurs, les solutions doivent être souvent adaptées au contexte local, ce qui en permet l’appropriation. Une proposition de constitution de groupe de projet devient attractive par le fait de proposer une action concrète et immédiate, directement opérationnelle. S’emparer d’une solution pré-travaillée, ailleurs et en tirer le meilleur parti.
* La recherche de communauté de projet est un deuxième élément qui met en jeu les réseaux de relations des différents types d’acteurs locaux intéressés. Avec un effet boule de neige bienvenu.
1. ***Faisables,***
* L’argument est de poids : s’ils l’ont fait ailleurs, pourquoi pas nous ? Toutes les objections qui relèvent des différentes formes de déni se heurtent à cette réalité : Ils l’ont fait et en plus ils nous disent comment. Vous feriez mieux de vous demander comment améliorer la solution et sur quoi plutôt que de rechercher toutes les raisons de ne rien faire.
* Et s’ils ont réussi c’est que cette solution est acceptable.
1. ***Finançables***
* Pas de chance, ces solutions ont trouvé un financement. Oui mais Ils avaient de l’argent ou ils ont eu des subventions ou l’inflation ou les taux d’intérêts étaient plus bas ou le Covid ou la guerre en Ukraine ou le prochain budget ou l’endettement ou, ou, ou …

La liste des « plus tard » est sans fin.

Sauf que le temps est la seule pénurie qui nous guette : il reste une dizaine d’années avant le déclenchement des 2°C. Ce qui demande de s’y mettre vite et efficacement. La question n’est pas ce n’est pas finançable, il l’a été, mais comment allons-nous faire pour le financer ?

* Les projets sont d’autant plus finançables qu’ils ont une rentabilité. Ce qui change avec les taux d’intérêts c’est la durée de remboursement, aussi longtemps que les économies résultantes sont supérieures aux remboursements des intérêts. Mais la meilleure communication serait le prêt à taux zéro pour ce type de projets ; voir ci-après.
* Certains projets peuvent trouver un tiers investisseur : un terrain ou un toit pour du photovoltaîque, Energie Sprong pour de l’efficacité énergétique ; ou des loueurs pour une économie dite fonctionnelle : voitures en autopartage, outillages ou tiers lieux…
* Et si l’imagination manque, il reste un joker : un changement de comportement peut faire économiser 10 à 20 % d’un type d’activité : l’éco-conduite pour la voiture ou le pull pour le bâtiment. Avec cet argent on peut alors dégager de quoi amener un minimum de fonds propres, emprunter et dégager une capacité d’autofinancement en boule de neige.

Cette double communication des collectivités territoriales pour se rendre désirables et des chefs de projets porteurs de solution pour les rendre désirables, met à jour des manques du niveau des Etats et de l’Europe. Et renvoie du désirable local à la question : comment booster l’efficacité de l’action locale et ainsi rendre Etats et Europe désirables ?

1. **Comment rendre l’Europe et les états désirables ?**
2. ***Les données utiles pour y voir clair et prendre des décisions à bon escient*,**

On a vu les données manquantes pour « agirlocal, penser global ». Lorsque les données existent, elles sont éparpillées dans un nombre invraisemblable de sites, plus ou moins bavards, rédigés dans une langue plus ou moins technocratique, sans stratégie d’ensemble ni considération pour les capacités techniques, financières et la disponibilité de ceux qui pourraient les utiliser. Les données partielles ne font que rarement référence au nombre total qu’elles représentent, au national entre autres.

Les données énergies, m2, déplacements, carbone, (par exemple) n’y sont pas présentées, les hôtels 5 étoiles, si.

La présente proposition a pour objet de commencer à combler certains manques mais répondre complétement à la question est évidemment hors de sa portée.

L’Europe, les états et par conséquent les collectivités territoriales de la commune à la région ont chacune une part du travail à opérer, par approches successives, ce qui les rendraient désirables.

1. ***Un site dédié, simple, de l’Europe à la commune***

Le site de l’Insee est un modèle de simplicité mais à l’accès confidentiel pour les « dossiers complets » qui présentent une série de données utiles, de la commune à région. L’intitulé même de cette partie du site mériterait une série de noms associés qui y mènent directement comme par exemple « ma commune » ou « émissions de ma commune ».

Un nom générique parlant et un site décliné de l’Europe à la commune serait très précieux. Du type « données-agirlocal-climat » suivi de Europe à commune. Et un accès par phrases en langage ordinaire du type « Où trouver les émissions de ma commune ? »

Le premier pas de notre proposition est la généralisation à l’Europe du tableur à la commune assorti des essais plus complets sur les territoires démonstrateurs.

1. ***Un recueil de solutions, évaluées et partagées, en nombre raisonné***

L’intérêt est de prendre en charge, en tant qu’Etat, détenteur de la légitimité des données publiques, associé aux acteurs locaux, ce que fait Agirlocal avec des moyens de bénévoles : un recueil de solutions, évaluées et partagées, en nombre raisonné. Le jury est le lieu de la décision de retenir et partager une solution. Pour éviter tout conflit d’intérêt, il devrait être constitué en majorité d’acteurs locaux indépendants des institutions de toutes sortes à vocation économique. Il est préparé par des commissions techniques.

1. ***Une mise en œuvre accompagnée par une ingénierie publique, tiers de confiance***

L’invention d’une ingénierie publique, tiers de confiance a pour objet d’aider les habitants, les petites entreprises, les élus locaux à construire ensemble des projets dont la technicité et les 6 étages de gouvernements, de la commune à l’Europe, font obstacle.

Cette ingénierie publique a vocation à caler des données, rechercher des solutions, tenir à jour l’évolution des solutions et travailler en mode coopération avec les acteurs publics et privés. C’est elle qui met en forme reproductible les solutions efficaces partagées.

De quoi faciliter le montage des projets, les rendre robustes, les réaliser avec les bureaux d’étude et les entreprises et réduire leur temps de montage et de réalisation, c’est vital.

Elle existe cette ingénierie publique, tiers de confiance mais elle est elle aussi éparpillée dans les différents échelons publics territoriaux, les établissements d’enseignement mais aussi pragmatiquement dans les solutions locales menées à bien qui en contiennent toutes une graine et sont incarnées dans leur porteur de projet.

L’assemblage des morceaux éparpillés à l’échelle territoriale du département ou son équivalent est de nature à la constituer à moindre coût dans une relative proximité mais aussi une neutralité politique de fait, tout en institutionnalisant tant la coopération nécessaire pour contrer la menace climatique que pour partager une vision sociale et économique des territoires.

1. ***Un financement à taux zéro des projets efficaces pour contrer la menace climatique***

Cette proposition n’est pas le produit de l’inflation récente mais celui d’un constat empirique : il est impossible de financer les projets de transition efficaces dans les modes de financements actuels alors que beaucoup d’entre eux sont rentables mais avec un taux de retour sur investissement trop long en regard des incertitudes actuelles. C’est en particulier le cas pour les bâtiments, pas seulement.

L’objectif est donc de financer les solutions efficaces avec un temps de retour sur investissement qui ne soit pas contraint par les intérêts à rembourser, qualité déterminante dans notre économie de marché.

Un prêt à taux zéro pour financer ces solutions permet de n’avoir à régler que les frais de dossier et d’assurance ce qui les fait rentrer massivement dans le circuit économique.

Un prêt à taux zéro permet de lever l’obstacle du parcours du combattant pour obtenir un prêt. Son volet social est évident, d’autant plus qu’il génère des tiers payeurs à même de porter les remboursements dans la durée.

**A budget donné, l’effet de levier pour l’Europe est considérable. Elle se rend instantanément désirable.**

Jean-Michel Vincent

 Président d’Agirlocal

 20220906

**Agirlocal**

**Proposition de mise en œuvre sur notre territoire**

Quelles solutions recueillies par Agirlocal sont-elles les plus adaptées et efficaces à mettre en œuvre sur notre territoire, pour commencer à conjuguer actions en cours et solutions d’autres acteurs locaux ?

La stratégie proposée par Agirlocal est simple à énoncer : « compter carbone et agir »

Ci-après deux initiatives sont proposées (compter carbone/agir), une dynamique et un début d’organisation esquissés. Si cette approche est validée, elle sera portée sur la boite à outils d’Agirlocal.

**1-Compter carbone**

Compter carbone, nous allons commencer à le faire à la rentrée, avec la tentative de reproduction de la coopérative carbone de La Rochelle, depuis Agirlocal (élus, ESSEC, CY-Université, citoyens), à titre de démonstrateur.

Cela ne suffira évidemment pas ; l’éducation populaire formation est incontournable : pour qui ? Comment ? Avec qui ? Quoi ?

Initiative proposée : nous pouvons essayer d’amorcer cette action avec les deux lycées de l’Hautil, professeurs et élèves : monter une première formation, très simple, fondée sur les mots courants utiles (Atmosphère, gaz à effet de serre, carbone, ppm, un siècle, tonnes de CO2équivalent, degrés de réchauffement, urgence), les émissions de la commune telles que calculées avec le tableur carbone à la commune d’Agirlocal et les 7 chiffres qui permettent de commencer à compter carbone au quotidien, comme on compte en euros ; avec des travaux pratiques : comment compter les émissions de sa voiture, comment compter les émissions de son logement.

Et pour montrer en quoi compter carbone permet de ne pas se disperser, à partir des émissions calculées, voiture et logement, on peut aller sur l’éco-conduite, le vélo électrique, le tableau des actions zéro gaz russe et les repas bas carbone.

Et bien sûr beaucoup échanger ; tester cette formation avec d’autres professeurs et élèves ; Puis lancer un appel à volontaires et faire une première formation grand public sur le test mis au point ; en commençant par les élus et des fonctionnaires municipaux ?

**2-Agir, quelle initiative ?**

*Premier message* : d’autres acteurs locaux ont mené à bien des projets, fait la preuve projet par projet que la solution construite était efficace. Nous pouvons utiliser ces solutions pour choisir ce qui nous paraît le plus facile, le moins cher et évidemment le plus efficace, grâce au comptage carbone.

*Deuxième message* : nous ne sommes pas obligés de rester seuls ; nous pouvons aller chercher d’autres acteurs locaux hors de nos communes et coopérer pour se partager le travail.

*Troisième message* : c’est tout l’intérêt d’Agirlocal et de son site www.agirlocal.org d’avoir préparé le terrain en recueillant, évaluant et partageant des solutions éprouvées, menées à bien par des acteurs locaux et donc acceptables, réalistes.

Ceci posé, la solution la plus efficace recueillie par Agirlocal porte sur la nourriture (33% des émissions de GES, de la fourche à la poubelle) ; en l’occurrence, la cantine de Chadi.

Intérêt supplémentaire : outre l’appel d’offre restauration scolaire en groupement de commande (en cours), les lycées peuvent en être, la ferme d’Ecancourt, des agriculteurs ainsi que l‘ESSEC et Neuville.

Déployé au sein des familles, en interaction avec elles, ce savoir-faire peut réduire drastiquement nos émissions, faire gagner du pouvoir d’achat, du bien-être, créer une dynamique favorable à l’emploi, réductrice de pauvreté. Cerise sur le gâteau, elle introduit une nouvelle forme de démocratie dans l’action.

Cette solution permet d’introduire la notion de gisement de réduction des émissions de GES, localement, au national.

Et de repartir sur d’autres solutions recueillies par Agirlocal, pour leur gisement de réduction local et national : par exemple Energie Sprong et REV pour le bâtiment, tiers lieux et vélo pour les déplacements, photovoltaïque pour l’énergie.

Sans oublier la biodiversité qui peut stocker du carbone mais surtout constitue notre assurance vie, entre en interaction avec la nourriture. Elle a fait l’objet d’un travail démonstrateur à Maurecourt qui peut être facilement réutilisé, augmenté avec l’indicateur Biomos décrit sur www.agirlocal.org et la solution forêt Miyawaki mais aussi plus ambitieuse, Nutreets.

Ce simple début d’énoncé montre tout l’intérêt de coopérer pour se répartir les tâches à plusieurs territoires.

A partir de là, la vision partagée qui commence à se construire permet de renverser le mode de faire en évaluant systématiquement les gisements de réduction de GES et la part que peuvent prendre les solutions pour les exploiter, comme on exploite une mine.

**3-Quelles organisation et ressources humaines ? Esquisse.**

* La désignation d’un-e chef-fe de projet par commune est incontournable. Sous l’autorité directe du DGS, sa raison d’être est de mettre en relation, dynamiser et coordonner les acteurs locaux pour que les projets aboutissent quels que soient leur périmètre. Il-elle sait ou apprend à compter carbone.
* Un-e chef-fe de projet par solution est tout aussi incontournable. Pour commencer sur chacune des deux initiatives proposées. Sachant compter carbone. Chacun(e) étant en tandem avec un élu, dédié. Selon une organisation projet spécifique, dépendant du projet et de la communauté de projet.
* Un tableau de bord co-construit permet de suivre l’avancement du projet global, par commune et par projet spécifique ; il comptabilise la réduction effective des émissions de Ges ; une comptabilité analytique permet d’isoler les investissements et leurs retours annuels, par projet et par commune.
* Un comité de développement durable, habitant-entrepreneurs-élus, en mode projets, peut ainsi progressivement être constitué, avec son pendant jeunes ; communal ou pluri-communal.
* La réunion des maires assure un pilotage global

**4- lancement**

Le lancement pourrait prendre la forme d’une déclaration de l’urgence climatique en conseils municipaux et de la décision de compter carbone pour agir, selon la démarche opérationnelle co-construite au sein d’Agirlocal.

Le site [www.agrilocal.org](http://www.agrilocal.org/) et le livre-outil « Penser la menace climatique, le temps des solutions » la développent ; un résumé à l’intention des décideurs et le communiqué de presse, la présentent en 2 pages : <https://agirlocal.org/recto-verso-resume-a-lintention-des-decideurs-livre-outil/>

Jean-Michel Vincent

1. Constat de l’ex directeur de la stratégie et du développement durable Île-de-France, côté ministère. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cf le livre-outil, court, « Penser la menace climatique, le temps des solutions » éditions de l’Aube. Il a pour objet de permettre de construire localement une vision partagée. [↑](#footnote-ref-2)
3. Agirlocal en a identifié 6, à portée d’actions locales : nourriture-agriculture, déplacements, bâtiments, énergies, biodiversité et éducation populaire-formation. Cf <https://agirlocal.org/vitrine/> [↑](#footnote-ref-3)
4. Cf note jointe en annexe [↑](#footnote-ref-4)